



Haïti : un rapport d'Amnesty dénonce la violence des gangs envers les enfants

D'après un rapport d'[Amnesty International](#) publié mercredi 12 février, plus d'un million d'enfants vivent dans des zones contrôlées par des gangs armés en Haïti. Ils sont sous la menace de recrutements forcés et de violences physiques et sexuelles. L'ONG dénonce également des attaques contre des écoles.



D'après un rapport d'[Amnesty International](#) publié mercredi 12 février, plus d'un million d'enfants vivent dans des zones contrôlées par des gangs armés en Haïti. Ils sont sous la menace de recrutements forcés et de violences physiques et sexuelles. L'ONG dénonce également des attaques contre des écoles.

Lecture en 2 min.

En Haïti, les enfants sont victimes de « recrutement, d'attaques et de violences sexuelles » dans un contexte d'intensification des violences commises par les gangs dans ce petit pays des Caraïbes, dénonce mercredi 12 février [Amnesty International](#) dans un rapport.

Trois formes de violences infligées à des enfants, principalement par des membres de gangs, et classées comme des « atteintes aux droits humains » ont été identifiées par l'ONG : le recrutement et l'utilisation d'enfants, les violences sexuelles ainsi que les homicides et blessures.

Recrutements, enlèvements, viols

D'après les estimations d'[Amnesty International](#), plus d'un million d'enfants vivent dans des zones contrôlées par des gangs armés ou soumis à leur influence en Haïti, pays en proie à une grave crise politique, humanitaire et sécuritaire.

L'organisation a notamment recueilli des informations sur 14 enfants haïtiens recrutés par des gangs pour espionner les groupes rivaux et la police, faire des livraisons, effectuer des tâches ménagères ou des travaux : une implication forcée motivée par « la faim ou la peur ».

À lire aussi En Haïti, la violence cause le déplacement de plus de 40 000 personnes



Des enlèvements, viols et agressions sexuelles ont également été infligés à des filles lors d'attaques sur des quartiers ou après avoir pris le contrôle de certains secteurs.

Sur les 18 filles victimes de violences sexuelles interrogées par Amnesty, dix ont été soumises à des viols en réunion et neuf ont été enlevées. Plusieurs d'entre elles sont tombées enceintes et ont recouru à des méthodes non sécurisées pour mettre fin à leur grossesse, l'avortement étant illégal en Haïti.

L'accès à l'éducation entravé

« Avant, j'allais à l'école, mais depuis ce qui est arrivé, j'ai arrêté », a déclaré à l'ONG une jeune fille de 14 ans victimes d'un viol par un membre de gang. Des « relations sexuelles forcées et de l'exploitation à des fins de commerce du sexe » ont également été répertoriées par l'organisation.

Des enfants continuent par ailleurs d'être blessés et tués lors des incursions des gangs dans certains quartiers. « La violence liée aux gangs est devenue une réalité tellement quotidienne qu'il n'est pas rare de trouver plusieurs victimes au sein d'une même famille, voire parfois une même victime ayant subi plusieurs attaques », lit-on dans le rapport.

Parmi les « violations graves » dont sont victimes les enfants, Amnesty identifie aussi les attaques contre des écoles et des hôpitaux, les enlèvements et le refus d'accès humanitaire.

À lire aussi Haïti : une force multinationale moins bien armée que les gangs

Le rapport est fondé sur des recherches effectuées entre mai et octobre 2024. Des entretiens ont notamment été menés dans la capitale Port-au-Prince et alentour auprès de 51 enfants âgés de dix à 17 ans et de 15 parents.

L'organisation recommande, entre autres, la mise en place d'une feuille de route pour la protection de l'enfance, le rétablissement de l'accès à l'éducation, la réintégration des enfants recrutés par des gangs ou encore la protection des victimes de violences sexuelles.

Au moins 5 601 personnes ont été tuées l'an dernier en Haïti par la violence des gangs, qui contrôlent environ 85 % de la capitale, selon les Nations unies. La violence ne semble pas faiblir depuis le déploiement, à partir de juin, d'une Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), dépendante de l'ONU.